

44

siéance renvoyée  
Verdun

M. M.<sup>rs</sup> le président du conseil  
le S/Secrét. d'Etat de l'artillerie

Commission de l'armée  
Siéance du 8 mars 1916

## COMMISSION DE L'ARMÉE

Séance du mercredi 8 mars 1916

A trois heures et demie sont introduits:

MMrs Aristide BRIAND, président du conseil, ministre  
des affaires étrangères;

Albert THOMAS, sous (secrétaire d'Etat de  
l'artillerie et des munitions.

M. LE PRESIDENT - Nous avons appris avec  
le plus grand regret que l'état de santé de Mr le ministre  
de la guerre ne lui permettait pas de répondre à notre  
convocation; après discussion, nous avons décidé que  
nous ne pouvons pas <sup>traiter</sup> discuter des questions de la main  
d'œuvre et des effectifs en son absence. Il nous reste  
à vous remercier, messieurs, d'avoir bien voulu vous  
déranger en regrettant de ne pouvoir vous entendre tout  
seuls sur ces questions.

Quand pensez-vous que Mr le ministre de la  
guerre puisse être rétabli ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Je ne sais. Mr  
le ministre de la guerre est assez gravement malade et  
il devra peut-être subir une opération.

M. LE PRESIDENT - Je suppose que, dans ce cas, il sera pourvu à son remplacement.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Nous serons fixés d'ici trois ou quatre jours.

Avant que nous nous retirions, je puis, messieurs, si vous le désirez, vous donner quelques renseignements sur ce qui se passe à Verdun.

M. LE PRESIDENT - Très volontiers.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - J'ai reçu un coup de téléphone du général de Castelnau; il m'a dit que, d'après les derniers renseignements, on aurait repris une grande partie du bois des Corbeaux, que l'on considérait la situation comme sérieuse, grave, mais que l'on avait maintenant l'espoir de pouvoir faire des contre attaques dans des conditions avantageuses.

Je me suis informé aussi d'une question qui avait préoccupé la commission: l'interruption de la voie du chemin de fer. La voie a été réparée et depuis elle est restée ouverte; on y a fait passer toutes les locomotives qui étaient bloquées à Verdun, sauf deux et les deux pièces de 305 sont hors d'atteinte.

M. LE PRESIDENT - Est-ce qu'on va rétablir la communication au moyen d'une boucle ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - La voie normale est restée ouverte depuis qu'on l'a réparée; on a pu

s'en servir; c'est à dire qu'elle n'a pas été de nouveau atteinte. Maintenant, on va poursuivre les travaux de la boucle.

M. LE PRESIDENT - Et du côté de Fresnes ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Fresnes est dans un bas, dans une situation assez difficile et déjà le général Petain avait eu l'intention de ne pas s'y maintenir; finalement on décida de se retirer en combattant pied à pied pour retenir l'ennemi le plus longtemps possible. Notre état-major n'a pas l'air de se montrer inquiet de ce côté; c'est plutôt l'autre côté de l'attaque qui le préoccupait. J'ajoute qu'on m'a dit que dans les attaques de la cote de l'Oie les Allemands avaient subi les plus grosses pertes qu'ils eussent encore éprouvées depuis le commencement de la bataille.

M. LE PRESIDENT - Je croyais qu'ils nous avaient pris une partie de la cote de l'Oie.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Je ne crois pas qu'ils aient pu s'y maintenir.

M. PAUL DOUMER - S'ils ont le bois des Corbeaux, ils ont la cote de l'Oie.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Les Allemands sont peut-être dans le fond.

Au coup de téléphone en tout cas, on m'a dit

qu'on viendrait de reprendre la plus grande partie du bois des Corbeaux. Je donne le renseignement sauf vérifications ultérieures; il est intéressant; il montre qu'on est au contact.

Un autre renseignement est que le général Pe-tain aurait l'intention, aussitôt que le moment lui paraîtrait propice de déclancher une offensive générale.

M. BONNEFOY-SIBOUR - Et nos pertes ?

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - On n'a pas l'air de dire qu'elles sont considérables; le nombre des blessés évacués de la bataille n'est pas inquiétant et je ne crois pas que la situation se soit aggravée dans les dernières rencontres.

M. CHARLES HUMBERT - Il faut ajouter que quand on bat en retraite, on est obligé de laisser aux mains de l'ennemi les blessés incapables de marcher.

En ce qui concerne Fresnes, il est évident que nous pouvons le garder du jour où les Allemands ont pris Manheulles. Le point capital, c'est la cote de l'Oie

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL - Les Allemands comptent dans leurs prisonniers les blessés abandonnés par nous.

M. LE PRESIDENT - Nous vous remercions.

( Mr le président du conseil et Mr le sous secrétaire d'Etat se retirent )

